

Direction Régionale et Interdépartementale de
l'Environnement et de l'Energie d'Ile de France

Unité territoriale des Yvelines

**Arrêté de prescriptions complémentaires n° 2016-38597
relatif aux travaux de dépollution à réaliser par la société LINXENS
sur le site de ses installations, au 37 rue des Closeaux à Mantes-la-Jolie**

**Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V (parties législatives et réglementaires),

Vu l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2000 modifié autorisant la société LINXENS à exploiter sur la commune de Mantes la Jolie (78) un établissement de traitement de surface soumis à autorisation au sens de l'article L 512-2 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral n° 08-026/DDD du 28 février 2008 encadrant les activités de traitement de surfaces et les activités de traitement de l'air par cryogénie, exploitées par la société FCI MICROCONNECTIONS, sur la commune de Mantes-la-Jolie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2010 imposant à la société FCI MICROCONNECTIONS des prescriptions complémentaires pour la protection des sols et des eaux souterraines susceptibles d'être impactés par les activités actuelles ou anciennes qu'elle exerce sur son site de Mantes la Jolie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2011 imposant à la société FCI MICROCONNECTIONS des prescriptions concernant la recherche et la réduction des substances dangereuses (RSDE) pour le milieu aquatique présent dans les rejets des installations classées, pour son établissement de Mantes-la-Jolie ;

Vu le récépissé de changement de dénomination sociale du 26 mars 2013, donnant acte à la société LINXENS FRANCE de sa succession à la société FCI MICROCONNECTIONS, pour le site de Mantes-la-Jolie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2014 relatif aux garanties financières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2014 complétant l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2010 et imposant des prescriptions complémentaires suite à pollution ;

Vu la circulaire du 8 février 2007 relative aux sites et sols pollués - Modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués

Vu le rapport de synthèse des études environnementales du 27 mai 2014 ;

Vu le diagnostic environnemental complémentaire des sols et gaz du sol du 6 octobre 2014 ;

Vu le rapport d'interprétation de l'état des milieux intégrant des investigations complémentaires hors site et un bilan coût avantages, du 16 septembre 2015 ;

Vu la proposition de mesure de gestion de la pollution par traitement des sols par Venting du 24 septembre 2015 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 26 avril 2016;

Vu l'avis émis par le Comité Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) lors de sa séance du 24 mai 2016 ;

Considérant qu'il convient de traiter les sources-sol de pollution identifiées au droit du site et alimentant en particulier les eaux souterraines en polluant ;

Considérant que les moyens de dépollution proposés par la société LINXENS sont de nature à réduire le niveau de pollution constaté dans le cadre du diagnostic environnemental complémentaire susmentionné ;

Considérant qu'il conviendra néanmoins de lever le doute sur un transfert éventuel de la pollution en dichlorométhane et chloroforme à l'extérieur du site,

Considérant que l'exploitant a émis des observations sur le projet d'arrêté, par courrier du 3 juin 2016 ;

Considérant que la demande de l'exploitant concernant la notion d'eau souterraine dans l'article 2.1 peut être acceptée dans la mesure où elle rejoint la demande de modification d'un autre passage de ce même article exprimée au Coderst et qui a été acceptée et validée en séance ;

Considérant que la demande de l'exploitant concernant la notion d'eau souterraine dans l'article 7 n'est pas à retenir car le rapport de fin de traitement des sols donne lieu à une proposition quant aux suites à devoir y donner, notamment en terme d'évolution de la surveillance des pollutions (le sujet étant alors à aborder dans sa globalité eau, gaz, sol) ou en termes de mesures complémentaires de gestion de la pollution résiduelle, au besoin ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R.512-31 du Code de l'environnement, en fixant de nouvelles prescriptions relatives à la remise en état du site, à la surveillance des eaux souterraines, et aux vérifications de la compatibilité des usages sur site et constatés hors site avec l'état des milieux ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture :

Arrête :

ARTICLE 1 : CONDITIONS GENERALES

La société LINXENS, dont le siège social est situé 37 rue des Closeaux à Mantes-la-Jolie (78200) est tenue de réaliser les travaux prescrits dans le cadre du présent arrêté, pour son établissement situé à la même adresse.

Ces travaux sont rendus nécessaires du fait de la présence de composés organohalogénés dans les sols et dans la nappe au droit du site, cette pollution ayant été générée par des activités exercées dans le passé.

Ces travaux de réhabilitation ont pour objet de supprimer autant que possible ou, à défaut, de maîtriser les sources de pollution recensées. Ils doivent permettre de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Ils s'appuient sur les meilleures techniques disponibles et la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués portée par le ministère en charge de l'écologie au travers notamment des circulaires du 08 février 2007.

Afin de mener à bien les travaux de dépollution, la société LINXENS met en œuvre, si cela est nécessaire, les investigations qui s'imposent afin de diagnostiquer plus précisément les niveaux et types de pollution du terrain.

ARTICLE 2 : MISE EN OEUVRE DU PLAN DE GESTION DE LA POLLUTION

Les mesures de dépollution sont conformes aux dispositions décrites dans la proposition de plan de gestion TRA1501JTE94GPI du 24 septembre 2015 du bureau d'étude ICF, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

Ces mesures concernent la principale source concentrée définie dans le diagnostic complémentaire des sols et gaz du sol rédigé par le bureau d'étude ICF en date du 6 octobre 2014, dénommée « zone d'impact perchloréthylène dans les sols », située à l'intérieur du triangle constitué par les ouvrages piézométriques W3, W9, PZ1.

Les mesures de gestion appliquées à cette zone source sont les suivantes :

- **Traitement des sols et gaz du sol : traitement par venting**
 - *Les polluants sont extraits par filtration sur charbon actif après leur passage en phase gazeuse provoqué par la mise en dépression de la zone non saturée, les vapeurs évacuées à l'atmosphère étant dépolluées et un contrôle régulier de la qualité des rejets étant réalisé.*

Ces travaux de dépollution sont engagés dans un délai maximal de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Toutes les précautions sont prises pour que les travaux de dépollution ne soient pas une source de contamination supplémentaire des sols et des eaux souterraines par :

- une perturbation du milieu,
- la création de voies préférentielles de migration de substances polluantes dans le sol ou dans les eaux souterraines,
- le déplacement d'une source de pollution,
- la création de nuisances particulières (odeurs, fumées, poussières, bruit, ...) susceptibles d'engendrer une gêne pour le voisinage.

ARTICLE 2.1 – OBJECTIFS

La concentration en contaminants dans les gaz du sol est évaluée au terme de 6 mois minimum de traitement et après un arrêt a minima de 15 jours de l'installation, afin de permettre le retour à l'équilibre du milieu (et passer les effets rebonds) et d'évaluer l'efficacité du traitement.

L'objectif de dépollution retenu est une amélioration de la qualité des sols et des gaz du sol par l'atteinte d'une courbe asymptotique des concentrations résiduelles qui soit optimale en matière de limitation des impacts environnementaux.

Les niveaux résiduels de pollution sont justifiés par l'exploitant, tant au plan sanitaire qu'environnemental, sur la base notamment des limites techniques des procédés de traitement mis en œuvre, d'une analyse coûts avantages.

ARTICLE 2.2 – DISPOSITIF DE TRAITEMENT DE LA POLLUTION

Le dispositif de dépollution (puits d'extraction, puits d'aération, ...) est suffisamment dimensionné par rapport aux zones devant être traitées.

Les unités de venting sont constituées à la sortie de la pompe d'un dispositif de contrôle des effluents (débit total d'air, température, pression).

Des relevés en entrée et en sortie de l'unité de filtration sur charbon actif permettent de statuer sur la qualité du charbon actif et de prévenir le risque de rejet des composés

polluants volatils à l'atmosphère. Une maintenance des dispositifs est réalisée (entretien du matériel, vérification des sécurités, changement de consommable...).

ARTICLE 2.3 – MAITRISE DES RISQUES ET NUISANCES

Les déchets générés lors du chantier de dépollution sont éliminés conformément aux dispositions du chapitre 1^{er} Titre IV, Livre V du Code de l'environnement, relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et des textes pris pour son application.

Toutes dispositions sont prises pour assurer la traçabilité des déchets issus des traitements de dépollution. En particulier, en application de l'article R.541-43 du code de l'environnement, un registre chronologique de l'expédition des déchets issus des traitements de dépollution est tenu à jour. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

Les travaux de dépollution doivent être réalisés de telle sorte qu'il ne résulte pas de risque sur le site et les terrains environnants en matière :

- de transfert de pollution,
- d'incendie ou d'explosion.

Une surveillance adaptée des milieux est mise en place pendant et après les travaux afin de s'assurer de l'absence d'impact négatif de ces derniers, ainsi que de leur efficacité. À cet effet, il convient qu'une surveillance a minima des eaux souterraines et des gaz du sol soit réalisée.

Il s'agit par ailleurs de limiter autant que possible pendant les travaux les risques :

- d'émanations odorantes, gênantes, nocives ou toxiques,
- de gênes ou de nuisances pour les populations riveraines.

Les véhicules ne doivent pas être sources de nuisances ou de dangers. En particulier, les roues doivent être nettoyées si nécessaire avant l'emprunt des voies de circulation extérieures au site.

ARTICLE 2.4 – PRELEVEMENTS, ANALYSES ET CONTROLES

Le bon déroulement du processus de dépollution fait l'objet d'un suivi régulier, tant au niveau du dispositif de venting (mesures des débits d'injection, de dépression, des concentrations en COHV, ...), qu'en entrée et sortie du charbon actif (saturation du charbon actif, teneurs en COHV, ...).

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme, dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, les frais occasionnés étant supportés par l'exploitant.

ARTICLE 3 : INVESTIGATIONS COMPLÉMENTAIRES

L'exploitant devra lever le doute sur un éventuel transfert à l'extérieur du site de la pollution en dichlorométhane et chloroforme, en particulier vers les niveaux occupés les plus bas du foyer voisin. Les résultats des analyses correspondantes seront transmises à l'inspection dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4 : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour limiter au maximum les émissions dans l'atmosphère de poussières, de gaz odorants, toxiques ou corrosifs qui peuvent incommoder le voisinage et nuire à la santé ou à la sécurité publique, ainsi qu'à l'environnement.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les effluents atmosphériques sont traités avant rejet. Les rejets respectent la Valeur Limite d'Émission (VLE) pour le tétrachloroéthylène fixée à 20 mg/Nm³.

Les autres polluants qui pourraient être rejetés doivent respecter les valeurs limites fixées par l'Arrêté Ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (J.O. du 03 mars 1998).

Les installations de traitement des effluents gazeux nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

ARTICLE 5 : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

Toute modification des conditions de rejet est soumise à l'avis préalable du préfet.

Les dispositions appropriées sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident ou d'incident se produisant sur le site du présent arrêté, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu récepteur ou les réseaux publics d'assainissement.

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir,

50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables sauf lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale de fûts,
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.

Le transport des produits à l'intérieur du site est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

ARTICLE 6 : AMENAGEMENT ET EXPLOITATION DU CHANTIER DE DEPOLLUTION

Le site étant en activité, la partie réservée au chantier est strictement réglementée.

L'ensemble du chantier et les zones de travail éventuelles (tranchées, sondages...) doivent être convenablement matérialisés et protégés. Une clôture de chantier rigide autour des installations et des modules de traitement est mise en place pour bloquer l'accès à toute personne étrangère au chantier. Durant la phase de travaux, aucun visiteur n'est autorisé à pénétrer dans le chantier de dépollution. Un panneau d'interdiction doit être affiché de manière visible.

Les risques inhérents au chantier doivent être signalés de façon visible.

Le personnel sur place doit s'assurer à chaque fin d'intervention que la zone de travaux et ses alentours ont été correctement nettoyés et ne présentent plus aucun risque pour toute personne susceptible de venir évoluer dans cette zone.

La signalisation sur la voirie doit être mise en place ainsi que les panneaux routiers de signalisation.

L'exploitant doit disposer des moyens nécessaires à la lutte contre l'incendie. Toutes dispositions doivent être prises pour permettre l'intervention des services de lutte contre l'incendie.

Tout projet de modification du mode d'exploitation du chantier doit, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du préfet des Yvelines.

Tout accident ou incident survenu du fait des travaux de dépollution et susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511.1 du code de l'Environnement devra être signalé au préfet dans les plus brefs délais, en précisant les effets prévisibles sur les tiers et l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7: RAPPORTS

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de trois mois après la notification du présent arrêté un plan d'organisation du chantier précisant les différentes phases des travaux, le calendrier prévisionnel des travaux, ainsi que l'emplacement des unités d'alimentation, de commande, et de traitement, les modalités de surveillance des rejets. Le dispositif d'étanchéification des sols, permettant d'éviter les fuites et de s'assurer que les gaz sont bien captés, est précisé.

Ce plan d'organisation précise également :

- les responsables des différentes opérations du chantier, et les habilitations éventuellement nécessaires ;
- la description des modes opératoires pour les différentes opérations ;
- le plan de contrôle des différentes opérations et les modalités de gestion des écarts (par exemple, en cas de découverte de nouvelles zones susceptibles d'être polluées, l'exploitant devra procéder à de nouveaux prélèvements et analyses en vue de délimiter la nature et l'extension géographique de ces zones. Ces zones devront être traitées. Une information de l'inspection des installations classées doit être faite dans les meilleures délais.)

Tous les ans à compter du démarrage des travaux, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'avancement des travaux de dépollution, précisant :

- les zones de terres traitées,
- les zones de terres en cours de traitement et restant à traiter,
- les quantités de polluants éliminés des terres,
- le bilan de la surveillance des rejets gazeux,
- le calendrier des travaux mis à jour,
- les difficultés rencontrées,
- les niveaux résiduels en polluants dans les terres traitées.

À l'issue des travaux engagés au titre de l'article 2 du présent arrêté, et dans un délai maximum de 3 mois à compter de leur arrêt, la société LINXENS justifie de la bonne mise en

œuvre des mesures de gestion prévues par le plan de gestion visé au présent arrêté et par ce dernier.

À cet effet, la société LINXENS transmet au préfet un rapport final de fin de travaux comprenant a minima :

- une synthèse des différentes investigations et opérations menées ainsi que les plans associés, y compris les opérations déjà menées sur le site,
- un bilan de la mise en œuvre des mesures de gestion prévues par le plan de gestion et le présent arrêté (comprenant un récapitulatif des opérations de contrôle réalisées et l'ensemble des justificatifs ad hoc) intégrant un état des niveaux de dépollution effectivement atteints et la comparaison avec ceux qui étaient initialement recherchés par ce plan de gestion,
- une justification de l'acceptabilité des travaux réalisés au regard des dispositions mentionnées à l'article 3 du présent arrêté. S'il s'avère que l'état résiduel du site n'est pas acceptable, tant au plan sanitaire qu'environnemental, le plan de gestion est modifié en fonction,
- si besoin, une analyse des risques résiduels ,
- des propositions formalisées de restrictions/recommandations d'usage dans le cas de pollution résiduelle,
- une proposition de suivi des eaux souterraines, des gaz des sols et/ou de toute éventuelle mesure de gestion prise dans le cadre de la réhabilitation du site ou la justification de la non nécessité d'un tel suivi.

ARTICLE 8 : SUIVI DES EAUX SOUTERRAINES ET DES GAZ DU SOL

La surveillance des eaux souterraines et des gaz du sol est réalisée conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n°10-349/DRE du 30 novembre 2010 modifié.

ARTICLE 9 : NOTIFICATION A L'EXPLOITANT

Le présent arrêté sera notifié à la société LINXENS.

ARTICLE 10 : DISPOSITIONS DIVERSES

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Mantes-la-Jolie, où toute personne intéressée pourra le consulter.

Une copie, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affichée à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités. Une copie sera affichée en permanence, de façon visible, sur le site concerné par le présent arrêté à la diligence de la société LINXENS ;

En outre, un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins du préfet dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Cet arrêté sera inséré dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, accessible sur le site Internet de la préfecture.

En cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté, la société sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

ARTICLE 11 : RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Versailles :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 11 : EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le maire de Mantes-la-Jolie, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à Versailles, le **- 9 JUIN 2016**

Le Préfet,

Pour la Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Julien CHARLES